

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20241018-11765A-DE-1-1  
Date de télétransmission : 25/10/2024  
Date de réception préfecture : 25/10/2024

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 18 OCTOBRE 2024**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur BARBARIN, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Madame SAVESTE.

**Excusés** : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur BARBARIN, Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur BAUDE qui a donné pouvoir à Monsieur GLORIAN, Monsieur DHAUSSY qui a donné pouvoir à Monsieur MALFAIT, Monsieur DUBREUCQ qui a donné pouvoir à Monsieur BARBARIN, Madame MENU qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur DUCRON.  
Madame LEFEBVRE, Monsieur PILCH.

**Convention réglementée pour information rupture conventionnelle d'un contrat de travail (art. L.1237-14 du code du travail)**

---

Direction ressources humaines

Rapporteur : M. [REDACTED]

---

Vu les dispositions des articles L 423-10, L 423-11 et L 423-11-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Les membres du Conseil d'administration sont informés de la convention suivante, conclue dans le cadre du dispositif de rupture conventionnelle prévu par les articles L1237-11 et suivants du Code du travail.

**Rupture conventionnelle du contrat de travail de** [REDACTED]

[REDACTED] été engagé par Pas-de-Calais habitat à compter du [REDACTED] et occupait les fonctions [REDACTED]

A la suite de plusieurs entretiens et de l'information de [REDACTED] sur les droits que le salarié tire d'une rupture conventionnelle homologuée, celle-ci a été signée le [REDACTED], puis après expiration des délais de rétractation et d'instruction, a été homologuée par la DIRECCTE.

Dans le cadre de la convention et à des fins de bonne gestion, il a été convenu :

- de fixer la date de la rupture du contrat de travail au [REDACTED]
- que [REDACTED] percevrait une indemnité spécifique de rupture conventionnelle d'un [REDACTED]

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ prennent connaissance, conformément à l'article L.423-11-1 du code de la construction et de l'habitation, de la rupture conventionnelle du contrat de travail évoqué ci-dessus.

Décision prend acte